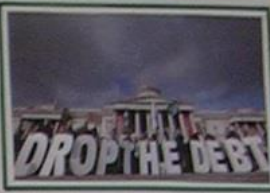


La Grèce d'aujourd'hui ...
La France de demain ...
L'Europe d'après demain ...

2



Zoë Konstantopoulou
Présidente du Parlement
- Depuis le 6 février 2015 -

" Nous proposons une commission d'audit de la Dette grecque."

"...face aux autocrates financiers et aux nouvelles tyrannies des banques, des marchés, des oligarchies qui ont pour objectif de se substituer à la démocratie...
... Le peuple grec a le droit de demander que la partie de la Dette qui est illégale (...) soit effacée ... notamment dans le cas où il pourrait y avoir eu fraude ou corruption manifeste."

Les dettes réclamées à la Grèce :
Sont-elles légales, légitimes, soutenables, odieuses ?

Droit Européen
Droit International
Définitions

Dettes illégales
Ne respecte pas l'ordre juridique en vigueur dans le pays

Dettes illégitimes
Ne respecte pas l'intérêt général favorise une minorité privilégiée

Dettes insoutenables
Son remboursement implique des violations des droits humains fondamentaux

Dettes odieuses
Contractées par une dictature sans consentement de la population sans bénéfice pour la population

"La société grecque demande d'abord et avant tout la justice sociale et l'égalité devant la loi."

De 1990 à 2000, les taux d'intérêts exigés par les prêteurs sont passés de 3,5% à 7% !
Sans cette augmentation, la dette grecque, en 2007, aurait été de 64% du PIB au lieu de 103% du PIB.

-2010-
Évasion fiscale : 2 fois 1/2 le PIB du pays ...
-jusqu'à aujourd'hui, ce qui échappé au fisc grec : plusieurs centaines de milliards d'Euros ...

De 2009 à 2014
"Plan de sauvetage" de la Grèce : 77% bénéficient directement au secteur de la finance.
-28,13% aux banques grecques
-48,98% aux banques européennes et américaines

"Il existe des arguments très forts pour contester la Dette grecque..." Eric Toussaint - CADTM -

"Nous choisissons la dignité et demandons, pour nous et pour le peuple de toute l'Europe, un grand souffle de changement
"Démocratie et Solidarité"

- Appel de Citoyens grecs -



Grèce 2014

- 1.000.000 pertes d'emploi
- 30% des entreprises fermées
- 38% baisse des salaires
- 45% baisse des retraites
- 25% baisse du PIB
- 30% baisse du revenu des ménages
- 42,8% augmentation mortalité infantile
- 190,5% augmentation du chômage
- 272,7% augmentation taux de dépression
- 35,5% augmentation dette publique
- 84,3% réduction activité de construction
- 98,2% augmentation taux de pauvreté
- 2 personnes se suicident

CHAQUE JOUR

Et tout ça, pour quoi ?

Sources : Attac - Cadtm - Audit Citoyen -